

CULTURE BANANIÈRE À MADAGASCAR

B. MOREAU*

Bien que la République malgache ne soit encore qu'un producteur de bananes relativement peu important il est intéressant d'exposer brièvement l'évolution de cette culture dans un pays apparu comme exportateur en 1961 avec 561 tonnes de fruit.

SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET ÉCOLOGIQUE DE LA ZONE BANANIÈRE

Grossièrement, la zone bananière s'étire le long d'une bande côtière de 200 km limitée au nord à Fénéry et au sud à Brickaville ; Tamatave, port à partir duquel ont lieu les exportations, occupe sensiblement une position centrale. Cette bande est fragmentée en trois tronçons correspondant aux vallées des fleuves principaux : Onibe, Ivoloïna et Ivondro ou de leurs affluents ; ces vallées sont étroites et les plantations de ce fait se présentent le plus souvent sous forme de rubans plus ou moins larges et vulnérables aux fortes crues parfois enregistrées ; le bananier, peut être placé assez haut sur les pentes, voire, exceptionnellement, sur les «tanety» (colline).

L'insuffisance présente des voies de communication pèse sur la production rendant l'évacuation des fruits aléatoire à certaines époques de l'année ; dans ce domaine des améliorations notables sont intervenues à partir de 1971 par la substitution de ponts à des bacs sur les fleuves Onibe et Fanandrana rendant plus rapide et plus sûr l'acheminement sur Tamatave.

Ces régions ne sont pas exclusivement vouées à la culture bananière : café, girofle et riz y sont largement présents les planteurs visant ainsi à pallier d'éventuelles difficultés dans l'une ou l'autre de ces spéculations.

Les caractéristiques écologiques de la zone de Tamatave ont déjà été décrites (**). D'une façon résumée on peut dire que le climat est globalement, propice à la végétation du bananier : pluviométrie élevée, température annuelle moyenne proche de 24°C et plus de 2.000 heures d'insolation annuelle ; néanmoins est à noter l'extrême variabilité des précipitations.

L'existence d'une saison fraîche entraîne d'une façon notable un ralentissement de la végétation du bananier ; les passages fréquents de dépressions cycloniques et les inondations qui les accompagnent peuvent perturber la production ; des crues importantes ont touché la zone en 1970 et plus encore en 1971 ; en février 1972 le cyclone «Eugénie» a entraîné la perte de 40 p. cent des bananiers.

A proximité des rivières les sols alluvionnaires, habituellement étagés sur deux terrasses, sont favorables à la culture ; l'utilisation des bas-fonds à caractère tourbeux plus ou moins marqué et situés en arrière des bourrelets de berge nécessite un drainage efficace. Même pour les alluvions

(*) - Institut français de Recherches fruitières Outre-Mer (IFAC) B.P. 13, Tamatave (République Malgache)

(**) - Fruits, mars 1968 : Etudes agronomiques des sols de la Station IFAC d'Ivoloïna à Madagascar par J. ROBIN et J. GODEFROY.

pourtant chimiquement assez riches se posent certains problèmes de structure, de compacité en particulier, laquelle apparaît à la longue en conséquence de la violence des précipitations.

IMPORTANCE DE LA PRODUCTION EVOLUTION DES EXPORTATIONS

Du fait que la plantation est essentiellement de caractère familial et que sur celle-ci coexistent des cultures diverses il est malaisé de cerner avec exactitude l'étendue de l'aire proprement bananière ; l'ensemble de la zone peut être estimé à 2.000 hectares ; le dernier en date des recensements, en mai 1973, fait apparaître un total de 2.300.000 pieds pour 1.869 coopératives ; plus de la moitié de ce nombre représente le potentiel du seul secteur central (vallée de l'Ivoloïna).

Cette surface est en régression par rapport à celle des années de plus fortes exportations ; l'organisme professionnel d'alors donnait comme probable le nombre de 4 millions de plants. La réduction des surfaces a été particulièrement marquée dans la région de Brickaville au sud où la culture de la canne à sucre s'est révélée attractive et plus encore dans la vallée de l'Ivondro où le recul s'est opéré en faveur d'implantations de palmier à huile ; cette régression globale masque quelques gains non négligeables qui ont pu être enregistrés ailleurs en désenclavant certaines régions comme cela a été le cas par l'ouverture d'une route à partir de Vavatenina (Secteur d'Anjambe).

Les responsables de la politique bananière ont conscience de l'intérêt qu'il y aurait à promouvoir la création de quelques blocs industriels et des projets existent dans ce sens.

Statistiques des exportations

année	nombre de coopérateurs	tonnage exporté
1961	226	596
1962	598	3.216
1963	708	9.964
1964	998	14.806
1965	1.383	17.839
1966	1.590	35.716
1967	1.873	22.050
1968	1.893	12.837
1969	*	14.189
1970	*	11.304
1971	*	7.900
1972	*	5.500

* - de 1969 à 1972 le nombre de coopérateurs inscrits a peu varié.

En 1966, la meilleure année, les exportations bananières

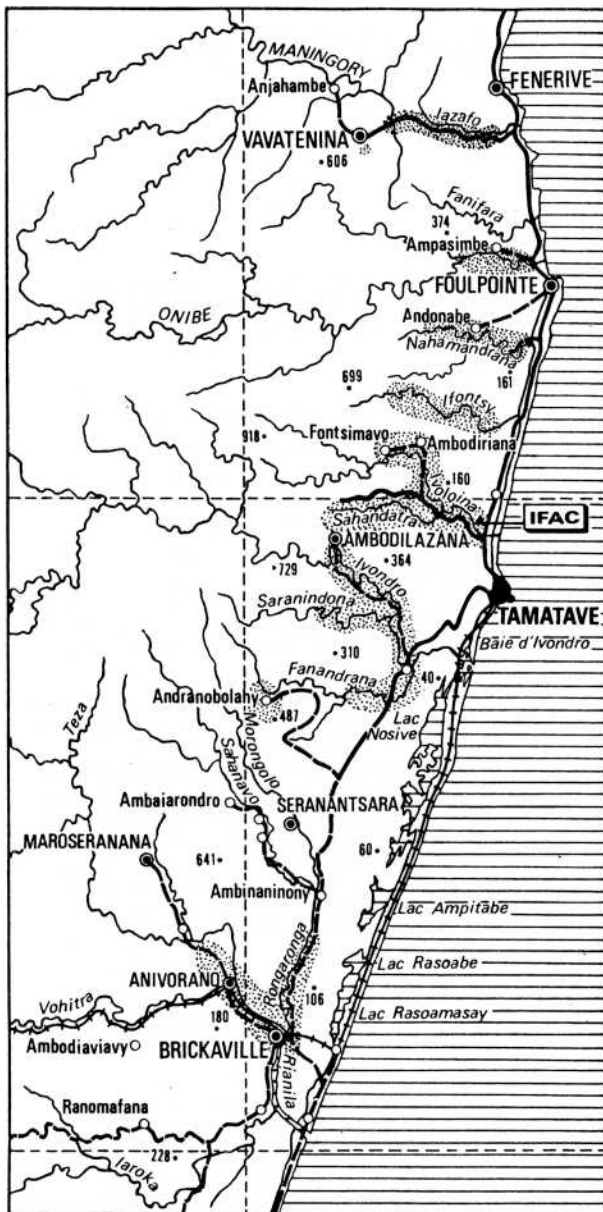
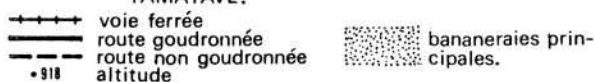


FIGURE 1 • ZONES BANANIÈRES DE LA REGION DE TAMATAVE.



représentaient en valeur 1,6 p. cent et venaient ainsi au 13^{ème} rang et en 1968 avec 0,55 p. cent elles ont occupé le 25^{ème} rang.

Une estimation raisonnable permet de situer aux environs de 40.000 tonnes la production dont 10.000 sont exportées, et 15.000 commercialisées localement sur Tananarive en particulier.

En regard des tonnages exportés figurent les nombres de coopérateurs ; ces derniers marquent une progression constante en dépit de la baisse des quantités commercialisées à partir de 1966 ; ce phénomène traduit l'extrême morcellement de la propriété et la disparition de plusieurs plantations de grande surface ; néanmoins, actuellement encore, 30 p. cent du volume des exportations est assuré par ces derniers.

Cette décroissance des exportations trouve, en partie, son explication dans les causes suivantes :

- chute des prix offerts au producteur : nu plantation et au kilogramme ce dernier percevait 14,8 F MG en 1961, 20,4 F MG en 1964, 18,3 F MG en 1965, 10,2 F MG en 1966 et finalement 7 F MG en 1967 (F MG = franc malgache = 0,02 FF). La période des meilleurs cours n'a pas été mise à profit pour créer une caisse de compensation.
- fermeture du canal de Suez en 1967 entraînant l'éloignement du marché traditionnel.
- passage du mode d'exportation en régimes à celui en mains ; de ce fait les statistiques antérieures à 1967 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes ; 1967 et 1968 ont vu coexister les deux modes d'expédition ; à partir de 1969 les tonnages portent uniquement sur des envois en cartons ; il n'en demeure pas moins que les exportations ont bien réellement diminué.
- cyclones et précipitations très importantes qui ont affecté les plantations en 1970, 1971 et 1972.

En 1972 s'est affirmée la prédominance de la vallée d'Ivoloina qui à elle seule a couvert 50 p. cent des exportations.

Le marché principal reste la France bien que la commercialisation avec ce pays soit soumise à un quota d'environ 12.000 tonnes ; à signaler toutefois les envois réalisés sur le Koweït qui ont représenté 1.324 tonnes ; la Réunion, de façon tout à fait accidentelle, est susceptible d'absorber une faible partie ; les circonstances font que le marché de l'Afrique du Sud ne peut être envisagé.

Il existe un marché local important sur la capitale qui absorbe régimes trop pleins, mains grattées et doigts trop courts ; sur les plantations peu éloignées de la voie ferrée le producteur se voit offrir de 4 à 6 F MG au kilogramme pour ces écarts. Le transport par le train s'est fait jusqu'à ces dernières années sans aucun soin particulier ce qui explique le mauvais état des arrivages à Tananarive.

L'UCOFRUIT tente depuis peu d'organiser le marché intérieur mais les problèmes à résoudre sont nombreux : emballage bon marché à imposer, circuit de distribution à revoir de façon à améliorer les prix proposés au planteur, mûrisseries à prévoir ...

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Jusqu'en 1968 c'est la SOBAMAD (Société bananière de Madagascar) qui assurait la commercialisation en France et sur place la COFRUMAD (Coopérative fruitière de Madagascar) se chargeait de toutes les opérations. La chute des cours depuis 1965, le changement du mode d'emballage, l'augmentation du nombre de coopérateurs, le besoin de renforcer l'encadrement ont amené à modifier l'organisation existante.

Ainsi été créée, à un moment de désaffection pour la banane, l'UCOFRUIT (Union des Coopératives fruitières) avec à sa tête un Président, un Directeur de gestion et un Conseil d'administration ; ce dernier comprend les Présidents et délégués des douze coopératives de base.

L'UCOFRUIT s'est trouvée d'emblée face à des tâches multiples ; assurer un encadrement technique des planteurs, créer d'abord et faire fonctionner ensuite les centres d'emballage, passer des contrats avec les acheteurs, rechercher de nouveaux marchés ...

Un premier contrat passé en octobre 1968 avec la Compagnie fruitière de Marseille garantissait au producteur un prix fixe de 15 F MG (en réalité le planteur perçoit 13 F MG car 2 F MG sont déduits pour payer le transport du centre jusqu'au port) au kilogramme accepté à l'emballage ; ce prix, il est vrai situé en-dessous des offres des meilleures années mais assorti de diverses cessions gratuites au planteur telles que gaines, engrais et insecticides, devait peu à peu ranimer la confiance. Parallèlement ont été entreprises des actions destinées à ramener la production à un niveau et à une qualité satisfaisantes,

- mise en place d'un encadrement serré chargé de la vulgarisation grâce à l'appui financier du Ministère de l'agriculture,
- création d'un réseau de centres de conditionnement en carton après mise au point d'une station expérimentale à l'IFAC ; à l'heure actuelle 32 centres couvrent la zone,
- régénération des vieilles plantations laissées plus ou moins à l'abandon, l'objectif étant de retrouver le potentiel de production antérieur. L'Etat est intervenu par l'intermédiaire de la Banque nationale malgache de Développement qui octroie des prêts aux propriétaires pour les aider à replanter.

ÉVOLUTION DES PLANTATIONS ET DES TECHNIQUES CULTURALES

La plantation bananière malgache est essentiellement caractérisée par son caractère familial ; des chiffres déjà mentionnés antérieurement, 2.000 hectares pour près de 2.000 coopérateurs, découle une moyenne théorique de 1 hectare par propriétaire ; actuellement un minimum de 1.000 bananiers est exigé pour pouvoir bénéficier de l'inscription à la Coopérative ; en 1967, sur un total de 1.873 plantations répertoriées 35 seulement avaient plus de 5 hectares et parmi elles huit figuraient ayant 30 hectares au moins.

La conduite de la parcelle est assurée par le chef de famille assisté des personnes vivant sous son toit ; occasionnellement, lors des coupes, on fait appel à la main-d'oeuvre d'appoint. Ce mode d'exploitation joint au fait de la polyculture habituelle explique que l'entretien des bananeraies soit assez irrégulier et plus sous la dépendance de considérations familiales que sous celle d'impératifs techniques ; en dépit de l'intérêt incontestable pour la culture bananière résultant d'une assurance de revenus tout au long de l'année subsiste une défiance que les mesures de redressement prises à partir de 1968 n'ont pas encore totalement dissipée ; force est d'admettre que, malencontreusement, les efforts déployés à partir de cette date se sont trouvés à plusieurs reprises contrecarrés par des accidents climatiques qui ont conduit, courant 1971, à suspendre les exportations durant plusieurs mois.

Il y a relativement peu à dire sur les techniques culturales lesquelles ont lentement évolué au cours des dernières années ; la culture du bananier en mélange avec du caféier ou du giroflier est encore répandue et parfois même à l'ombre de grands arbres ; les inconvénients découlant de ces pratiques ont déjà été démontrés.

Dans le domaine variétal on a assisté à une régression de la variété 'Ambo' ('Lacatan') au profit des cultivars 'Poyo' et 'Americani' ; il n'est pas rare pourtant de trouver les 3 types présents sur une même parcelle.

A l'exception de quelques plantations suffisamment importantes, la structure de l'exploitation ne permet guère d'entrevoir l'apparition de la mécanisation.

En dépit des conseils prodigués par le service de la vulgarisation, des efforts restent à fournir de la part du producteur en ce qui concerne le renouvellement des plantations : ce dernier intervient à des échéances éloignées et ne bénéficie pas de toute l'attention souhaitable ; le matériel végétal utilisé est souvent encore de médiocre valeur et insuffisamment contrôlé sur le plan sanitaire.

Oeilletonnage et désherbage sont effectués selon des fréquences variables ; l'utilisation d'herbicide n'est pour l'instant guère concevable car elle repose sur un système de culture intensive, ce qui n'est pas le cas.

Engrais et insecticides sont mis gratuitement à la disposition du producteur en fonction des surfaces plantées ; ces attributions ont permis à coup sûr depuis quatre ans de nettes améliorations ; toutefois on observe encore de la réticence chez certains à l'emploi des insecticides.

Le progrès le plus perceptible sur le terrain a été apporté par la généralisation de l'usage de la gaine plastique pour la protection du régime sur pied ; elle est fournie gratuitement par la Coopérative.

CONDITIONNEMENT DES FRUITS

Le mode d'emballage en carton s'il a pendant assez longtemps heurté la mentalité du petit producteur est maintenant parfaitement admis.

Le réseau des centres d'emballage avec trente deux stations correctement équipées est suffisant ; les procédés de manutentions qui y sont mis en oeuvre sont classiques et de ce fait ne méritent pas de mention spéciale ; les exigences en matière de sélection des fruits sont parfaitement connues de ceux qui animent ces centres. Peut-être les progrès seraient-ils à rechercher dans l'amélioration du stockage des régimes en attente de la découpe et dans celle de l'évacuation des déchets.

A Madagascar comme dans d'autres pays producteurs l'utilisation des fongicides récents a permis une nette amélioration de la qualité ; leur action depuis le début de 1973 est renforcée par l'application généralisée de l'emballage sous vide partiel.

L'acheminement des régimes vers les divers centres constitue par contre une étape difficile du fait de l'insuffisance qualitative et quantitative des voies d'accès ; sur certaines plantations l'évacuation peut nécessiter le portage à pied sur plusieurs kilomètres.

Le transport des cartons à Tamatave s'effectue par camion ; les opérations de chargement sont longues si l'on considère les tonnages modestes expédiés ces dernières années ; la pluie est une des causes d'interruptions fréquentes mais d'autres facteurs interviennent qu'il serait intéressant de mieux cerner de façon à réduire le temps de mise à quai des navires bananiers. Pour pallier dans une certaine mesure ces inconvénients, l'UCOFRUIT a fait transformer, courant 1972, un entrepôt existant en hangar conditionné à 16-18°C où peuvent être stockés les cartons avant leur mise en cale et éviter ainsi les temps morts. La température n'est pas suffisamment basse pour stopper l'évolution du fruit.

PERSPECTIVES

Le volume des exportations malgaches est actuellement très faible ce qui rend ces dernières très vulnérables ; un accident climatique, même de faible ampleur, peut très facilement, dans ces conditions rompre un équilibre des plus précaires ; les tonnages étant insuffisants, les compagnies de navigation tendent tout naturellement à espacer les rotations des navires ce qui va à l'encontre de l'intérêt du planteur qui perd alors une partie de sa production. Les responsables de la profession sont conscients de l'instabilité de la situation présente et cherchent, en particulier par la création de quelques unités de plantation plus importantes, à atteindre rapidement dans un premier terme l'objectif de 20 à 25.000 tonnes exportables ; du fait de l'existence d'une saison fraîche une certaine modulation des espacements des navires est possible au cours de l'année, ces espacements pouvant ainsi varier de deux à trois semaines.

Pour modéré qu'il soit, ce premier objectif pour être réalisé suppose une intensification de la culture sur les surfaces existantes, et la recherche de secteurs nouveaux d'ailleurs malaisés à trouver. Cette intensification à mener parallèlement à une amélioration de la qualité dépend du déploiement ou de la poursuite d'efforts dans un certain nombre de domaines :

- L'absolue nécessité de régénérer les vieilles plantations ainsi que les exigences qui en découlent doivent être parfaitement comprises.

- L'application des techniques culturales de base forme un tout et un laisser aller à un moment donné risque de tout compromettre.

- Le planteur de bananes malgache a certes à faire face à des difficultés particulières mais il a également pour lui des atouts non négligeables. Il suffit de rappeler par exemple l'incidence financière dans de nombreux pays producteurs du coût des traitements de lutte contre la Cercosporiose, maladie fongique présente également à Madagascar mais heureusement jusqu'ici sans aucun caractère de gravité et n'entraînant aucun frais.

Tous les efforts entrepris sur plantation doivent viser à réduire au maximum le pourcentage de fruits inexportables car l'utilisation des déchets si elle ne pose pas de difficultés proprement dites sur le plan technologique, n'est pas très rentable.

L'impérieuse nécessité de raccourcir les écarts entre la coupe et le chargement doit être constamment présente à l'esprit ; des échecs survenus au cours des dernières années sont certainement imputables en partie à la non observance de cette règle fondamentale surtout pour un pays aussi distant des marchés européens que l'est Madagascar depuis la fermeture du canal de Suez.

Il n'est pas déraisonnable de penser qu'une fois réalisé le redressement indispensable de la situation présente, des objectifs plus ambitieux qui puissent être à nouveau envisagés permettraient de donner vie à des projets élaborés il y a plusieurs années déjà.



LA COMPAGNIE DES BANANES

SOCIÉTÉ ANONYME

IMPORTATEURS DE BANANES

Siège social :
15, rue du 4 Septembre
75 - PARIS (2^e)

Tél. : 266-23-33
Téleg. : LACIEBAN - PARIS
Télex : n° 22.512